

ALBERT, Michel. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. « L'Histoire immédiate », 1991, 320 p.

Maurice Poncelet

Migrations et relations transnationales

Volume 24, Number 1, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703143ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703143ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Poncelet, M. (1993). ALBERT, Michel. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. « L'Histoire immédiate », 1991, 320 p. *Études internationales*, 24 (1), 221–223. <https://doi.org/10.7202/703143ar>

des contributeurs ne passe pas sous silence les aspects spécifiquement politiques de l'action des agents en cause dans l'organisation internationale. Ceux-ci accordent une importance particulière, par exemple, à l'interaction entre l'action des États dans les organisations internationales et les contraintes politiques auxquelles font face les politiciens et les bureaucrates qui mènent concrètement ces actions.

Loin d'éloigner les aspects politiques du champ d'étude, cette perspective «réductionniste» permet de dégager une image plus complète des motivations politiques et économiques qui animent les acteurs internationaux. Un exemple particulièrement intéressant de cette interaction est exposé par Roland Vaubel dans son chapitre théorique et dans son étude empirique du Fonds monétaire international, ainsi que dans des chapitres consacrés au GATT et à l'intégration européenne : les gouvernements ont un intérêt certain à confier à des organismes internationaux les décisions impopulaires et le travail «salissant» pour lesquels les retombées électorales seraient, à coup sûr, défavorables.

Finalement, les contributeurs de ce collectif ont su limiter à un minimum le recours aux modèles mathématiques formels, ce qui rend les textes accessibles à la plupart des spécialistes des relations internationales. Cet ouvrage, particulièrement sa partie théorique, sera très utile dans le cadre de séminaires aux cycles supérieurs sur les théories des relations internationales ou les organisations internationales. Les textes ne sont toutefois pas suffisam-

ment accessibles pour en recommander l'usage au premier cycle.

Pierre MARTIN

*Département de science politique
Université de Montréal*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

ALBERT, Michel. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. «L'Histoire immédiate», 1991, 320 p.

Le livre de M. Albert est bien documenté et très intéressant. Son auteur, qui fut en France Commissaire général au Plan, puis Président des Assurances Générales, est certainement l'un des meilleurs spécialistes actuels de la politique économique. Il est donc normal qu'il ait étudié les suites de la faillite de ce qu'il est convenu d'appeler, à l'encontre de toute logique marxoléniniste, les États communistes.

Deux idées de base pour cette étude : primo le communisme, en tant que système économique-politique, s'est effondré irrévocablement ; secundo dès lors le seul choix qui demeure est entre les diverses formes du seul système viable : le capitalisme.

Et M. Albert étaye ses opinions de données statistiques récentes et de commentaires bienvenus. Et ce, fort bien mais peut-être trop bien car on peut se demander si la lumière ainsi apportée éclaire plus qu'elle n'aveugle.

En ce qui concerne le premier thème : mort du communisme, l'avis de décès peut sembler quelque peu prématuré. Certes, il y a une école

de pensée «Fin de l'Histoire» (pour reprendre le titre du livre de Francis Fukuyama) qui ne voit plus de conflits majeurs. À noter d'ailleurs que le mot «fin» peut être entendu en ses deux sens: objectif et achèvement. Objectif: la démocratie libérale représente le système politique idéal, ultime, le grand but de l'Histoire. Achèvement: la chute et le démembrement des «États communistes» a mis fin à la guerre froide, donc aux risques, calculés ou non, qui ont fait l'Histoire.

Belles conceptions! Mais, probablement d'un optimisme redoutable, puisqu'elles ne tiennent pas compte des grandes masses humaines d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe orientale, bien plus soucieuses de leur simple survie que du choix d'un modèle économique. Et il est à craindre que les conflits futurs n'opposent riches et pauvres, à l'extérieur comme à l'intérieur des États. De nouvelles «invasions barbares» ne sont pas à exclure; et peut-être ont-elles déjà commencé avec ces nouvelles vagues d'immigrés, en Europe et Amérique du Nord, qui cherchent une terre promise mais refusent l'assimilation. Et comment pourra-t-on faire cohabiter bénéficiaires et exclus du régime capitaliste?

En ce qui concerne le deuxième thème: choix du modèle capitaliste, M. Albert, après une étude bien faite des divers États, propose deux grands types qu'il dénomme «néo-américain» (USA) et «Rhénan» (autres pays); ce dernier est assez hétérogène. Japon (quand même assez loin du Rhin...) et Suisse ont «quel-

ques» différences et la Grande-Bretagne thatchérienne est assez éloignée de la France socialisante.

Mais il est quand même assez vrai de reconnaître deux tendances du capitalisme. L'un (USA) fondé sur la réussite individuelle, le profit financier à court terme et leur mise en valeur par les médias d'information. L'autre (reste des États) valorisant la réussite collective, le consensus, le souci du long terme. Si le premier, surtout depuis Reagan, n'est guère favorable aux faibles et est du genre «loi de la jungle», le second s'efforce de mettre en place des programmes sociaux et admet l'intervention de l'État dans certains cas et dans certains secteurs. Le premier est brutal, le second tempéré.

On a vu, lors des émeutes du 29 avril 1992 à Los Angeles, à quoi peuvent aboutir les réactions des exclus du capitalisme brutal; et devant ces scènes et ces exemples, qui peut assurer qu'un «néo-communisme», plus humain et aux structures dégraissées n'apparaîtra pas et ne séduira pas?

Devant cette menace, une solution «tempérée» du type rhénan, social-démocrate, semble être la solution. Car, comme l'a fait remarquer, voici plusieurs années, M. Raymond Barre, professeur d'économie politique et ancien Premier ministre français, le choix oppose ceux qui veulent changer La Société et ceux qui veulent changer De Société.

Mais, à cette stricte logique, s'oppose un phénomène que M. Albert décrit fort bien: la séduction du modèle «néo-américain». Partout, de par le monde, les télévisions et

films américains diffusent une image contrastée des États-Unis : riches et pauvres, violents et pacifiques, bons et mauvais. Le genre «Dallas» et «Dynasty» exerce une véritable fascination alors que le genre plus feutré du modèle «rhénan» paraît terne. Éternelle attirance, en politique, des extrêmes !

Ne serait-ce que par cet avertissement, le livre de M. Albert vaut la peine d'être lu et médité. Mais l'auteur devrait y apporter quelques corrections. Il arrive souvent, en effet dans ce genre d'ouvrages écrits rapidement pour être dans l'actualité, que quelques «perles» soient incluses. Citons : p. 41 – «Elle (l'Amérique) possède presque tous les métaux, à l'exception de quelques minerais stratégiques». Mais, précisément, en cas de conflit, ce sont ces minerais stratégiques et le pétrole qui poseraient un problème sérieux aux États-Unis et qui les amènent dès maintenant, à entretenir des relations amicales avec quelques États, peu démocratiques, mais détenteurs de ressources intéressantes.

P. 159 – «N'est-il pas remarquable que les deux pays qui, avant 1940, étaient les pays de la pacotille soient aujourd'hui les deux champions de la qualité : l'Allemagne et le Japon ?» Vrai en ce qui concerne le Japon, du moins pour ses produits exportés ; mais pour l'Allemagne ? L'industrie allemande a toujours eu une réputation de sérieux ; et ni la Deuxième Guerre mondiale ni la reconstruction n'ont modifié ce jugement.

P. 258 – «On connaît la vieille formule d'un gouvernement à sa majorité parlementaire : Faites-moi de bonnes finances, je vous ferai une

bonne politique». En fait, ce fut le Baron Louis, ministre des Finances de la Restauration qui dit à son Premier ministre, et indirectement au Roi, «Faites-moi de bonnes politiques et je vous ferai de bonnes finances». C'est plus qu'une inversion de termes, ce sont deux conceptions totalement différentes de la conduite de l'État.

J'ajoute que je n'ai pas trouvé dans le livre de M. Albert la moindre référence au fait qu'une des causes essentielles des miracles allemand et japonais soit leur part très réduite d'obligations et, partant, de dépenses militaires depuis 1945. Paradoxalement, la fin de la guerre froide va changer cet état de fait. L'Allemagne prenant une plus grande part dans la Défense européenne et le Japon acceptant, malgré sa Constitution, le 13 juin 1992, d'envoyer outre-mer, pour l'ONU, des troupes de maintien de la paix.

En résumé, un livre fort intéressant, parfois même brillant.

Maurice PONCELET

*Faculté d'Administration
Université d'Ottawa, Canada*

WOOLCOCK, Stephen. *Trading Partners of Trading Blows? Market Access in EC-U.S. Relations*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1992, 144 p.

Cet ouvrage de Stephen Woolcock s'inscrit dans la foulée d'une littérature qui traite, depuis déjà quelques années, des défis que doit relever le GATT dans le cadre de l'Uruguay Round, pour assurer la continuité voire la survie du régime